

**Arrêté préfectoral portant abrogation de l'arrêté préfectoral
de mise en demeure du 10 décembre 2024**

**Société SCAPARF
Commune de Ressons-sur-Matz**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, en particulier l'annexe II point 23 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 6 août 2021 à la société SCAPARF pour l'exploitation d'une plateforme logistique sur le territoire de la commune de Ressons-sur-Matz concernant notamment la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu les arrêtés préfectoraux complémentaires des 1^{er} septembre 2022, 10 mai 2023 et 12 mars 2024 pour imposer des prescriptions complémentaires à la société SCAPARF pour l'exploitation d'une plateforme logistique sur le territoire de la commune de Ressons-sur-Matz concernant notamment la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2024 mettant en demeure la société SCAPARF de respecter les dispositions de l'annexe II, point 23 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé pour les installations qu'elle exploite sur le site précité ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la Préfecture de l'Oise ;

Vu la circulaire du 20 février 2012 relative à la gestion des impacts environnementaux et sanitaires d'événements d'origine technologique en situation post-accidentelle ;

Vu le guide professionnel relatif aux produits de décomposition dans le stockage et la logistique Version n° 1-31-10-2022 ;

Vu le plan d'opération interne de l'établissement, révisé en février 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 29 décembre 2025 faisant état de la visite d'inspection du 22 octobre 2025 du site ;

Considérant ce qui suit :

1. la société SCAPARF a été mise en demeure, le 10 décembre 2024, de se mettre en conformité vis-à-vis des dispositions prévues par l'annexe II, point 23 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé pour les installations qu'elle exploite sur le site précité qui prévoit que :

« [...] »

Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

[...] » ;

2. au cours de la visite d'inspection réalisée du 22 octobre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant avait mis en œuvre les actions correctives car la démarche relative aux prélèvements environnementaux en cas d'accident a été évaluée et déclinée pour le site au sein d'un plan d'opération interne mis en place au sein de l'établissement. Ces éléments permettent de lever les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 décembre 2024 ;
3. compte-tenu de ces éléments, les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 décembre 2024 peuvent être abrogées ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Dès la notification du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 décembre 2024 délivré à la société SCAPARF, dont le siège social est situé rue de Gournay RD 82 à Ressons-sur-Matz (60490), exploitant une plateforme logistique implantée à la même adresse, sont abrogées.

Article 2 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

L'autorité préfectorale peut procéder à la publication du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Elle informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

Article 3 :

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Ressons-sur-Matz pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Ressons-sur-Matz fait connaître, par procès verbal adressé à l'autorité préfectorale, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « Les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<https://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, le maire de Ressons-sur-Matz, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France, le directeur départemental des territoires de l'Oise et l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 19 JAN. 2026

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général,


Frédéric BOVET

Destinataires :

La société SCAPARF

Le sous-préfet de Compiègne

Le maire de Ressons-sur-Matz

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'inspecteur de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

